

En Chine, #MeToo s'enracine

dimanche 21 novembre 2021, par [BOUGON François](#) (Date de rédaction antérieure : 11 août 2021).

Le géant de la tech chinoise Alibaba est secoué par une affaire de viol d'une employée par un de ses supérieurs. La police a arrêté l'agresseur présumé. Si l'entreprise a finalement sanctionné les fautifs, la victime a dû briser le mur de l'indifférence.

Vendredi 6 août, à la cantine du siège d'Alibaba, à Hangzhou, dans l'est de la Chine, une jeune femme habillée en noir et portant un mégaphone rompt avec fracas la routine du déjeuner des employés du géant de la tech chinoise. [Sur les images diffusées sur les réseaux sociaux](#), on la voit marcher de long en large et hurler : elle accuse notamment « *des responsables d'Alibaba* » de violer leurs subordonnées sans aucune sanction de la part de l'entreprise.

Cette même jeune femme, employée d'Alibaba, détaillera ses accusations dans un texte diffusé sur la messagerie interne, qui sera publié par la suite sur les réseaux sociaux. Elle explique avoir été violée par son supérieur fin juillet dans un hôtel de la ville de Jinan après un dîner d'affaires où il l'a enivrée.

Ce dernier a été arrêté après qu'elle eut porté plainte. Mais avant qu'elle ne rende publique son histoire, Alibaba ne l'a pas soutenue, d'où sa décision de manifester bruyamment puis de publier son texte. « *La détermination à survivre est l'arme la puissante. Je n'abandonnerai pas* », écrit-elle.

Dans un communiqué publié dimanche, Daniel Zhang, patron d'Alibaba - il a succédé en 2019 à Jack Ma, le charismatique fondateur du groupe de vente en ligne - s'est déclaré « *choqué, furieux et honteux* » en expliquant après avoir pris connaissance des faits seulement la veille au soir. Des sanctions ont été prises à l'encontre des responsables concernés et Daniel Zhang s'est engagé à collaborer avec la police pour faire toute la lumière.

Mardi, [dans un communiqué publié sur son site](#), la Commission de discipline du Parti communiste a jugé qu'au-delà de ces faits et des éventuelles condamnations, la société devait s'interroger sur ces « *règles non écrites* » que sont « *la culture de l'intimidation profondément ancrée* » et « *la culture de l'alcool à la table* », qui conduisent des responsables hiérarchiques à abuser sexuellement de leurs subordonnées. « *Pour venir à bout de ces règles non écrites, personne ne peut être spectateur* », souligne l'organisme chargé de la lutte contre la corruption au sein de la formation au pouvoir.

Une culture machiste et misogyne

Dans son communiqué, Daniel Zhang a promis une série de mesures, notamment en terme de formation et de prévention. Il a également dénoncé « *l'horrible tradition de forcer à boire* ». « *Indépendamment du sexe, qu'il s'agisse d'une demande formulée par un client ou un supérieur, nos employés ont le droit de la rejeter* », a-t-il écrit.

Alibaba a beau organiser depuis 2015 une Conférence mondiale sur les femmes et l'entrepreneuriat, l'entreprise est cependant marquée par une culture machiste et misogyne. [Comme le soulignait en janvier le site Protocol](#), même si les femmes sont très présentes à des postes de direction, les discriminations et les préjugés persistent dans les grandes entreprises du secteur. Il y a peu encore, leurs offres d'emploi décrivaient leurs employées en des termes sexistes pour attirer les candidats masculins (lire ce rapport de 2018 de Human Rights Watch [\[1\]](#)).

Il ne s'agit pas seulement d'une question de représentation, mais de « *remettre en cause les normes* », explique ainsi dans l'article Julie Yujie Chen, qui enseigne à l'université de Toronto et a mené des recherches sur les femmes chinoises dans le secteur de la technologie.

Les réseaux sociaux ont joué un grand rôle pour mettre sur le tapis la question des violences de genre et des discriminations.

La vague #MeToo a atteint la Chine en 2018. Après le déclenchement de l'affaire Weinstein aux États-Unis en octobre 2017, [les campus chinois avaient été les premiers à s'agiter](#). Des étudiantes avaient brisé le mur du silence, la norme jusque-là. Elles dénonçaient des cas de harcèlement sexuel exercés par des professeurs. Puis d'autres lieux de pouvoir dominés par les hommes - entreprises technologiques, médias ou institutions religieuses - avaient été touchés.

Le moment a été fondateur pour le mouvement féministe dans le pays. Face à l'opposition des autorités - qui avaient enjoint les médias officiels à ne pas relayer les informations sur le mouvement - et au poids du patriarcat, les réseaux sociaux ont joué un grand rôle pour mettre sur le tapis la question des violences de genre et des discriminations.

Ils ont aussi permis non seulement de relayer des accusations mais aussi de permettre aux victimes et aux féministes de s'unir : le combat n'était plus solitaire ni perdu d'avance. L'affaire Alibaba montre que la prise de conscience est durable. D'autant plus qu'elle intervient peu de temps après l'incarcération du chanteur et acteur canadien d'origine chinoise Kris Wu (Wu Yifan de son nom chinois). Cette star de la musique pop très populaire en Chine, âgée de 30 ans, est accusée d'avoir violé une étudiante, Du Meizhu, il y a deux ans, alors qu'elle était âgée de 17 ans.

La police a ouvert une enquête après des accusations d'internautes contre cet ambassadeur de nombreuses marques de luxe, Louis Vuitton, Bulgari, Lancôme ou encore L'Oréal. Il nie les accusations de Du Meizhu.

Enfin, en juillet, Zhou Xuanyi, un professeur de la faculté de philosophie de l'université de Wuhan a été suspendu. Son tort ? Son double discours, car s'il s'est fait connaître pour ses discours en faveur de l'égalité des genres, il accumulait les conquêtes après de jeunes admiratrices sans que sa compagne le sache. Là encore, c'est un texte publié sur les réseaux sociaux qui a scellé son sort.

François Bougon

P.-S.

- MEDIAPART. 11 août 2021 :
<https://www.mediapart.fr/journal/international/110821/en-chine-metoo-s-enracine>

Les articles de François Bougon sur Mediapart :
<https://www.mediapart.fr/biographie/francois-bougon>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

Notes

[1] https://www.hrw.org/report/2018/04/23/only-men-need-apply/gender-discrimination-job-advertisements-china#_ftn99